SECTION SPÉCIALE

2011 l'Année internationale des forêts vue par ses acteurs principaux

L'Organisation des Nations unies a proclamé 2011 l'Année internationale des forêts. Une opportunité privilégiée pour faire le point sur la forêt, patrimoine collectif des Québécois.

Qui de mieux placés que les acteurs principaux d'une de nos plus importantes ressources naturelles pour parler aux lecteurs du seul journal forestier au Québec?

Le Monde Forestier est très heureux de vous présenter neuf gestionnaires d'organisations qui oeuvrent dans l'industrie forestière canadienne et québécoise. Ils feront le point au sujet de leur secteur d'activité, des principaux enjeux qui les mobilisent et des défis qu'ils auront à affronter.

Nous sommes très heureux qu'ils aient accepté notre invitation à partager leur expertise. Nous vous invitons, chers lecteurs et lectrices, à découvrir quelles sont leurs préoccupations en 2011 et ce que l'avenir de notre forêt nous réserve.

Guy Lavoie,
directeur général du
journal Le Monde Forestier

Association des produits forestiers du Canada
fpac.ca

Avrim LAZAR
Président et chef de la direction de l'APFC

Conseil de l'industrie forestière du Québec

André TREMBLAY
Président-directeur général du CIFQ

Keith LANCASTLE
Directeur général CSPF-FPSC

UNIVERSITÉ LAVAL
Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique

Robert BEAUREGARD
Doyen de la Faculté de foresterie UL

FPInnovations

Hervé DESCHÊNES
Vice-président Produits du bois FPInnovations

Comité sectoriel de main-d'oeuvre en aménagement forestier

Annie BEAUPRÉ
Directrice générale du CSMOAF

Comité sectoriel de main-d'oeuvre des industries de la transformation du bois

Réjean ST-ARNAUD
Directeur général du CSMOBOIS

Fédération québécoise des coopératives forestières

Claude DUPUIS
Président de la FQCF

RESAM
Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec

Rénald BERNIER
Président de RESAM

Avrim LAZAR

Président et chef de la direction de l'APFC

Association des produits forestiers du Canada

La nouvelle industrie canadienne des produits forestiers:

Simplifiée, plus verte et plus innovatrice

Au Québec, comme partout au Canada, il y a des raisons de célébrer durant l'Année internationale des forêts de l'ONU: notre secteur des produits forestiers sort de la récente récession avec le potentiel de contribuer de façon dynamique à notre avenir économique, environnemental et social. Je m'explique.

On ne peut douter de l'impact majeur qu'a eu la récession sur l'industrie. Le secteur québécois des produits forestiers a perdu 25 300 emplois directs entre 2006 et 2010 et les collectivités rurales ont été durement touchées par les fermetures d'usines. Les entreprises ont cherché à économiser pour survivre à la tempête: elles ont réduit leurs coûts, supprimé le surplus de capacité et amélioré leur productivité. En fait, le secteur forestier canadien a fait mieux que l'ensemble de l'économie en termes de croissance du travail, du capital et de la productivité. Mais la crise a aussi forcé les entreprises forestières, partout au Canada, à reconnaître qu'il ne suffisait pas d'être encore debout ou d'attendre que les marchés reprennent et que les prix remontent. Le secteur canadien des produits forestiers a plutôt choisi d'adopter un nouveau modèle opérationnel; il se modernise et se transforme pour devenir un acteur de plus en plus important sur le marché mondial .

Pour commencer, l'industrie étend son champ d'action au monde entier. Plutôt que de s'accrocher à une reprise éventuelle du secteur de l'habitation aux États-Unis, l'industrie a fait preuve d'audace en cultivant de nouveaux marchés. Les exportations de produits forestiers vers la Chine ont ainsi été multipliées par 21 entre 2000 et 2009. En 2010, elles ont encore doublé. Les exportations ont aussi augmenté considérablement vers le Japon, la Corée et l'Inde.

L'avenir est prometteur à cet égard. D'ici 2030, à la population mondiale s'ajouteront 1,3 milliard de personnes. Pendant la même période, le PIB mondial doublera et on prévoit que le revenu personnel dans les pays en développement triplera. Cette population en croissance et plus aisée occasionnera une forte hausse de la demande pour les produits forestiers. Ainsi, nos ressources forestières abondantes constitueront un avantage économique réel.

Les entreprises forestières ont aussi redoré leur blason au chapitre de l'environnement. Les usines canadiennes de pâtes et papiers ont réduit leurs émissions de gaz à effet de serre de 60 % depuis 1990 et grâce à l'utilisation des résidus, elles sont maintenant presque aux deux tiers autosuffisantes en énergie. Le Canada compte plus de territoires forestiers certifiés comme bien aménagés que tout autre pays. Et il y a un an, 21 entreprises forestières se sont jointes à de grands organismes environnementaux pour signer l'Entente sur la forêt boréale canadienne, considérée comme la plus importante entente de conservation jamais conclue. Les entreprises canadiennes de produits forestiers ont maintenant un «dossier vert» de première classe dont elles peuvent tirer profit sur les marchés mondiaux qui exigent de plus en plus de produits respectueux de l'environnement.

Le secteur s'apprête également à devenir un important acteur de la nouvelle bioéconomie, en tirant plus de valeur de chaque arbre qu'il récolte. Cette valeur pourrait prendre la forme de biocarburants, de produits biochimiques et de biomatériaux de grande valeur, qui peuvent servir à toutes sortes d'applications: pièces d'avion, vêtements, additifs alimentaires, produits pharmaceutiques, résines plastiques. C'est ainsi que les usines de pâtes et papiers actuelles pourraient se transformer en bioraffineries. Si les producteurs canadiens visent l'excellence technique et environnementale dans la récolte et la transformation des arbres, nous serons bien placés pour profiter de cette valeur ajoutée. Une étude récente publiée par l'APFC a répertorié des possibilités considérables à l'échelle mondiale pour de tels produits, qui s'élèveraient à 200 milliards de dollars d'ici 2015.

Une nouvelle efficacité, des marchés en croissance, un excellent dossier environnemental et de nouveaux produits innovateurs, tout cela mis ensemble permettra aux entreprises de produits forestiers non pas simplement de survivre, mais de prospérer. Plusieurs signes positifs en témoignent. Les exportations de pâte du Québec se sont accrues de 45 % en 2010 par rapport à l'année précédente. Un rapport sur les ressources humaines du Conseil sectoriel des produits forestiers indique par ailleurs que le Québec, qui compte déjà environ le tiers des emplois canadiens de l'industrie, pourrait en obtenir jusqu'à 21 800 de plus d'ici 2020.

Le potentiel de l'industrie des produits forestiers est positif au Canada comme au Québec. On ne peut que se réjouir du fait que l'une des plus anciennes industries canadiennes ne soit pas en train de disparaître graduellement, mais qu'elle brille plutôt d'un nouvel éclat pour créer de la richesse, nous aider à atteindre nos objectifs en matière d'environnement et consolider les emplois dans les collectivités rurales.

André TREMBLAY
Président-directeur général du CIFQ

Conseil de l'industrie forestière du Québec

L'industrie forestière en mutation

En cette année internationale des forêts, il me fait plaisir, en tant que président-directeur général du Conseil de l'industrie forestière du Québec, de partager ma vision de l'avenir de l'industrie, intimement liée à la forêt d'aujourd'hui et basée sur les enjeux vers lesquels l'industrie québécoise doit s'engager.

Le secteur de la pâte se porte bien et les analystes prévoient que la demande mondiale va continuer à soutenir les prix que nous connaissons actuellement. En ce qui concerne le papier journal, avec la baisse de la demande sur le marché nord-américain, les nouveaux défis sont intimement liés aux aspects économiques, à savoir une structure de coût compétitive permettant à nos entreprises d'avoir accès aux marchés outre-mer.

La reprise dans l'industrie du sciage tarde à se faire sentir, mais ce n'est qu'une question de temps pour que la construction domiciliaire, en Amérique du Nord, reprenne son rythme assurant un débouché stable pour nos produits. De plus, le développement de nouveaux marchés, dont celui de la Chine, permet de soutenir la demande et aura un impact positif sur les prix.

Au-delà de la reprise de ses activités plus traditionnelles, l'industrie forestière a entrepris une transformation en profondeur. Plusieurs projets-pilotes, comme celui de la nanocellulose cristalline chez Domtar et les écomatériaux composites de structure légers chez Tembec, sont en train de voir le jour. Certaines usines se transforment et développent des produits offrant un meilleur potentiel de commercialisation. Nous n'avons qu'à penser à l'usine de Fortress à Thurso qui produira de la rayonne. Les produits de la 2e transformation du bois tels que les poutres, poutrelles, structures, sont à prendre leur envol dans la foulée des programmes visant à susciter l'utilisation du bois dans la construction d'édifices non-résidentiels.

Depuis quelques années, les entreprises forestières du Québec ont compris la nécessité d'avoir des opérations d'aménagement forestier assurant le développement durable de la ressource. Pour ce faire, elles ont pris l'initiative de s'imposer un processus de certification de leurs pratiques forestières, les modifiant de façon à les adapter aux normes les plus exigeantes au monde.

De nouvelles filières se mettent en place. La bioénergie se développe rapidement, plusieurs usines de granules ont vu où verront le jour prochainement. Des projets de cogénération ont récemment été implantés ou sont à l'étude. Pour assurer le succès de cette diversification, des orientations politiques claires doivent soutenir ces initiatives, comme le Québec a su le faire avec l'énergie éolienne. Les biocarburants sont aussi une filière qu'il faudra développer si le Québec veut atteindre ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre dans le domaine du transport.

Voilà des perspectives prometteuses pour notre industrie qui fait des efforts considérables pour ne pas manquer ce virage.

Entre autres, depuis quelques années, les entreprises forestières du Québec ont compris la nécessité d'avoir des opérations d'aménagement forestier assurant le développement durable de la ressource. Pour ce faire, elles ont pris l'initiative de s'imposer un processus de certification de leurs pratiques forestières, les modifiant de façon à les adapter aux normes les plus exigeantes au monde.

Le Québec détient un bilan très positif, puisque 73 % de la forêt publique est présentement certifiée, ce qui le positionne comme un leader mondial. Pour les prochaines années, nous devons pousser encore plus loin nos efforts en assurant une certification complète du territoire privé et public du Québec. La certification de 100 % du territoire positionnerait le Québec comme le leader incontournable en termes de développement durable et de foresterie responsable, tout en procurant, aux produits québécois, un avantage indéniable sur les marchés. Voici un projet dynamisant pour l'industrie forestière du Québec.

L'industrie forestière est belle et bien en mouvance, et sa transformation est prometteuse.

Robert BEAUREGARD

Doyen de la Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique

L'avenir de la formation en foresterie: une perspective mondiale

Les 28 et 29 avril derniers, se tenait à Vancouver un sommet pour faire le point sur l'enseignement et la recherche en foresterie dans le monde entier, dans le cadre de l'Année internationale des forêts. L'événement visait à réunir les dirigeants des facultés, des instituts de recherche et des organismes des Nations Unies dédiés à la foresterie. Ce fut une belle occasion de prendre du recul sur l'évolution de la formation en foresterie, d'en avoir une meilleure perspective historique et de pouvoir ainsi mieux entrevoir son avenir.

Des origines qui en disent long...

Le livre «Forest journey» de John Perlin, paru en 1985, retrace comment l'histoire des civilisations humaines en est une de déforestation. Les premières civilisations humaines apparaissent dans ce qu'est aujourd'hui l'Irak. Cette région aride était, avant l'émergence de l'agriculture, une vaste forêt. À l'apogée de la Grèce Antique, les forêts du Péloponnèse furent détruites pour construire une flotte de guerre. Dans l'Empire romain, les forêts subissent le même sort sur le pourtour de la Méditerranée. L'empire romain connut la chute sous l'assaut des «barbares» qui n'étaient autres que des peuples du nord, vivant dans les forêts. On voit clairement se dessiner l'opposition entre la civilisation, qui rase les forêts, et la barbarie, associée aux forêts. Cette opposition laisse des traces profondes dans notre imaginaire collectif.

La révolution industrielle, avec le développement des mines de charbon et des aciéries, requiert l'utilisation massive du bois. Ces industries seront la cause de vaste déforestation en Allemagne et en Suède notamment. En 1890, les forêts suédoises sont dévastées au point où s'ensuit une profonde crise économique entraînant la famine pendant des décennies. Les premières écoles forestières naissent autour de 1825 en Allemagne et en France. La science forestière origine du constat du caractère non durable de l'utilisation du bois par l'industrie et de la nécessité de restaurer les forêts. Le résultat de la mise en œuvre de cette nouvelle science sera le premier mouvement de reforestation massif de l'histoire. Au tournant du 20e siècle, les forêts suédoises seront reboisées, ce qui entraîne une artificialisation excessive, dont on fera le constat beaucoup plus tard.

Un 20e siècle riche en apprentissage

En 1900 s'établit la première école forestière en Amérique du Nord, à l'Université de Yale et en 1910, celle de l'Université Laval. On peut dire que la foresterie fut en son temps un des premiers mouvements scientifiques de conservation et de restauration de l'environnement. Avec le temps, la foresterie voit la nécessité socio-économique d'appuyer le secteur de l'industrie forestière. Cette relation fut longue à établir. Par exemple, ce n'est qu'après 50 ans d'existence que les diplômés en foresterie de l'Université Laval sont engagés par l'industrie forestière. Entre les années 1970 et 2000, les programmes d'enseignement évoluent pour s'orienter de plus en plus vers la productivité économique.

Cette évolution de la conservation vers une orientation plus industrielle fut un réel succès. Cependant, la conservation du milieu forestier devient une préoccupation majeure de la population puis de l'ensemble du secteur. Plusieurs défis environnementaux nous amènent tout naturellement vers de nouvelles formations et à mieux adapter nos programmes existants. C'est ainsi que nous avons créé un nouveau programme en environnements naturels et aménagés qui connaît un réel succès auprès de la clientèle étudiante et qui répond à un besoin éloquent.

Un futur des plus stimulants pour la relève

Nous constatons que notre évolution récente est similaire à celle de la foresterie du monde entier. Les changements apportés à nos formations renouent avec nos origines de gestionnaires de l'environnement forestier. Les programmes dits «traditionnels» de foresterie, jouent un rôle clef si les sociétés contemporaines veulent établir des bases solides de développement durable. Nous croyons que tous nos programmes doivent évoluer dans une perspective commune de développement durable. L'Université Laval est fermement engagée dans cette voie.

Aujourd'hui, la Faculté offre une gamme de plus en plus large de programmes. Nous développons aussi activement la formation à distance qui permet aux gens en régions de se perfectionner en foresterie. Mentionnons, par exemple, le microprogramme de 2e cycle en aménagement écosystémique des forêts. Nous sommes également engagés dans de multiples partenariats de formation et de recherche, avec les organismes privés et publics du secteur forestier. S'engager avec les forces vives du monde forestier et contribuer à la formation des acteurs de changement en développement durable, voilà un avenir stimulant qui se trace devant nous !

Réjean ST-ARNAUD
Directeur général du CSMOBOIS

Pour un avenir garanti... À consommer quotidiennement !

Le bois, un matériau noble, autrefois utilisé principalement comme bois d'œuvre, destiné au secteur de la construction pour la confection de bateaux et de maisons. Avec les années, les besoins ont évolué, tout comme la technologie associée à la transformation du bois. De nos jours, à titre de première transformation, le bois d'œuvre occupe toujours une place significative. On y retrouve également comme autres produits du bardeau, des granules énergétiques et différents types de panneaux.

Depuis quelques années, la technologie a permis le développement de produits dits de seconde et troisième transformation. On y retrouve notamment le bois d'ingénierie, d'apparence ou structural, les composites bois polymères (bois plastique) et les planchers.

Les dernières innovations technologiques issues des propriétés physiques et chimiques du bois permettent la fabrication de différents alcools, d'huiles essentielles, de diverses applications pour l'industrie pharmaceutique (pilules), pour l'industrie du textile (rayonne) et alimentaire. En effet, on pourrait dire, le bois que l'on «mange» (ketchup, crème glacée, chocolat chaud, gomme, etc.).

La transformation du bois a été une opportunité pour des milliers de personnes et des centaines de municipalités de se développer et de bâtir un avenir. Les innovations technologiques sont le fruit de gens passionnés au potentiel infini. Les connaissances acquises résultent de formations de très haute qualité tant professionnelle, technique qu'universitaire diffusées dans les établissements d'enseignement. Des formations d'appoint sont également diffusées en entreprise par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries de la transformation du bois.

Les défis à relever au cours des prochaines années pour assurer le développement du secteur de la transformation du bois, en pleine évolution, sont nombreux et stimulants. Ils se concentrent autour de l'amélioration de la qualification des travailleurs pour une utilisation toujours efficiente d'une ressource naturelle noble, qui se perpétue dans le temps, pour la fabrication de produits qui améliore notre quotidien, notre qualité de vie.

Annie BEAUPRÉ
Directrice générale du CSMOAF

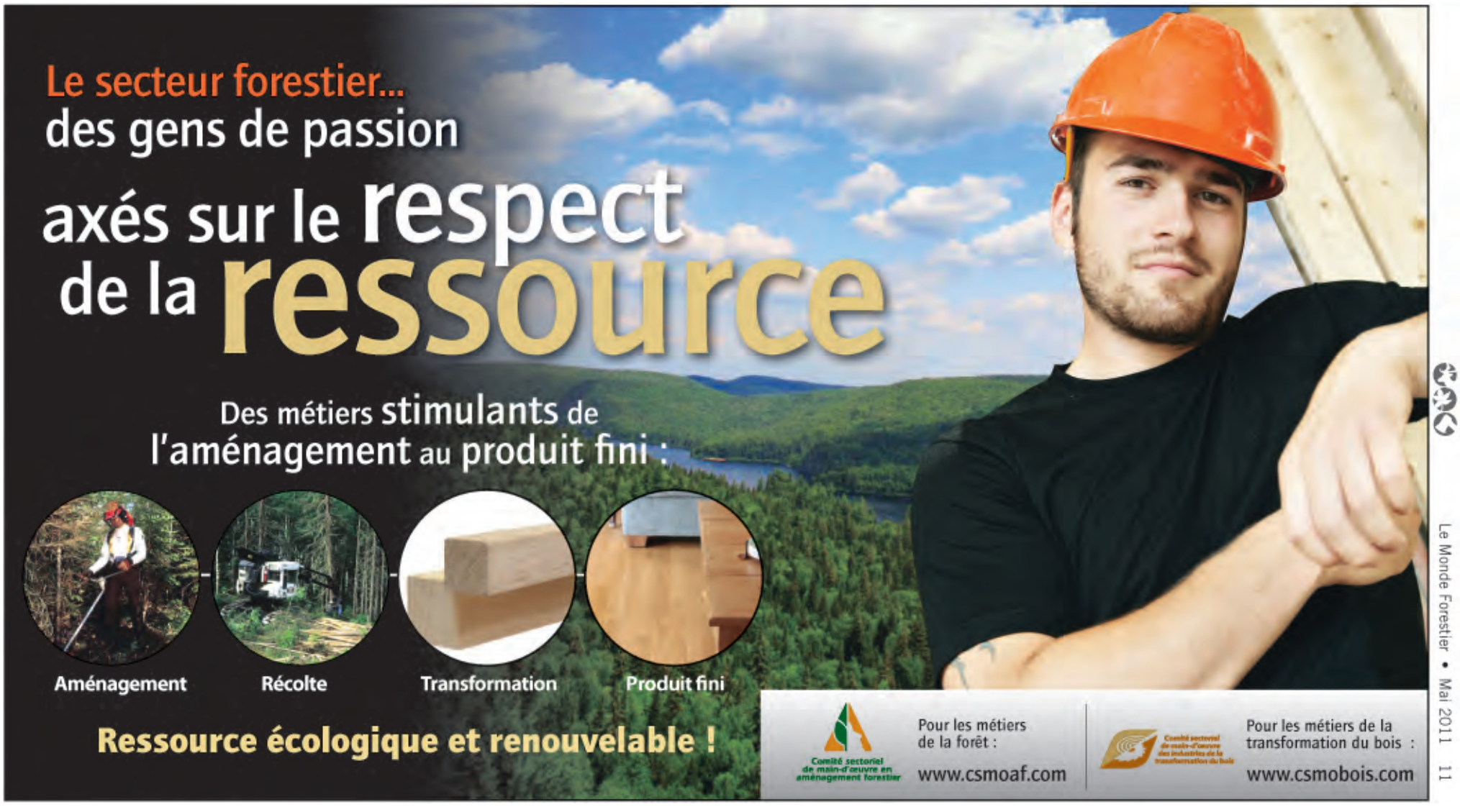
Main d'oeuvre et développement durable des forêts

La forêt est au cœur de la société québécoise et l'utilisation de cette ressource renouvelable fait partie intégrante de son histoire. En cette Année internationale des forêts, le Comité sectoriel de main-d'œuvre en aménagement forestier (CSMOAF) souhaite profiter de l'occasion pour rappeler l'importance primordiale que revêt la main-d'œuvre lorsqu'on parle de développement durable de nos forêts.

Pour répondre aux défis qui attendent le secteur forestier québécois dans les années à venir, notre main-d'œuvre se doit plus que jamais d'être qualifiée et compétente. Après avoir vu son secteur grandement ébranlé au cours des dernières années, c'est maintenant la venue imminente de la mise en application du nouveau régime forestier qui apportera la prochaine vague de changements. L'ensemble de l'industrie forestière doit donc se retrousser les manches pour être prêt à écrire une nouvelle page d'histoire. En ce sens, le CSMOAF se donne comme mission d'offrir aux entreprises forestières et à leurs travailleurs la possibilité de mettre à jour et d'améliorer leurs compétences par le biais, notamment, du Programme d'apprentissage en milieu de travail et de diverses formations visant les métiers de l'aménagement forestier. Il contribue également à la valorisation de cette main-d'œuvre en participant à la reconnaissance de leur savoir-faire et de leur expertise.

Un autre défi majeur qui attend notre secteur, tout comme l'ensemble des secteurs de l'économie québécoise, est qu'il devra affronter une grande rareté de main-d'œuvre pour occuper tous les départs à la retraite et les nouveaux emplois qui seront créés. Le secteur forestier sera donc en sérieuse compétition avec d'autres secteurs et devra faire preuve d'imagination, de dynamisme et de renouvellement. À ce titre, le CSMOAF est déjà en action, avec la collaboration de ses nombreux partenaires, pour effectuer la promotion des métiers de la forêt auprès des jeunes et des personnes susceptibles de les guider dans leur choix professionnel.

Pour que la forêt dans toutes ses dimensions continue de faire partie de notre histoire, pour que les générations futures continuent de vouloir œuvrer à son essor, unissons nos efforts pour faire en sorte que l'industrie de l'aménagement forestier soit source de fierté, tant pour ses travailleurs que pour l'ensemble de la société!



Claude DUPUIS
Président de la FQCF
Fédération québécoise des coopératives forestières

L'Année internationale des forêts pour les coopératives forestières

La forêt est une ressource fabuleuse. Elle présente des facettes aussi nombreuses que les regards que l'on pose sur elle. Elle est partout convoitée, tant comme source d'approvisionnement de plusieurs ressources que comme milieu dédié à la conservation. Voici en quelques paragraphes, ce qu'elle représente aujourd'hui pour les coopératives forestières.

Notre vision de la forêt québécoise

La forêt a occupé au Québec un espace très important dans la construction de notre identité collective. Elle a contribué à façonner plusieurs de nos régions. Pour les coopératives forestières, en plus d'un milieu de vie et de récréation, la forêt représente principalement une source d'emplois. C'est même notre raison d'être.

Depuis la naissance des coopératives, la nature de ces emplois a beaucoup évolué. Elle a été marquée par de nombreux facteurs, dont surtout la demande des marchés des produits du bois, les accords commerciaux, les politiques gouvernementales, la technologie et les pratiques forestières, la demande sociale et même sur la dynamique des peuplements.

La combinaison des facteurs a été difficile pour les travailleurs et les entrepreneurs forestiers au cours des dernières années. Notre fédération estime qu'il s'agit d'une phase d'adaptation avant que la foresterie retrouve son lustre. La forêt comporte tellement de richesses dont la société a besoin qu'elle ne s'en privera pas. Pour que la transition se réalise, il nous semble cependant nécessaire de compléter des virages déjà timidement amorcés.

Le virage valeur

Nos avantages concurrentiels et une stratégie de faible coût ont fait que le Québec a occupé une position dominante dans le marché des produits du bois. Aujourd'hui, ces avantages se sont érodés et nos marchés préférés se sont détériorés.

Le virage valeur est nécessaire pour restaurer notre compétitivité. Il faut nous tourner vers les marchés pour connaître les besoins en émergence et vers l'innovation pour être les meilleurs pour les combler avec agilité. Les composantes pour la construction non résidentielle, les bioproduits et l'énergie font partie des créneaux à privilégier, notamment parce que le bois est le matériau le plus écologique.

Ce n'est pas un virage facile à prendre et la pensée magique ne suffira pas pour y parvenir. Cela prend de nouvelles habilités et des capitaux pour investir d'une manière stratégique. Ce virage est beaucoup plus stimulant que la réduction des coûts. Les fibres de nos forêts sont loin d'avoir révélées toutes leurs richesses. Il est rassurant de constater que des entreprises empruntent déjà ce virage.

Le virage gestion intégrée des ressources (GIR)

L'implantation d'une gestion écosystémique pose de grands défis aux forestiers, mais le virage de la gestion intégrée des ressources et du territoire est encore plus déterminant. Il faudra trouver des processus efficaces pour tenir compte des besoins parfois divergents de tous les utilisateurs en les intégrant dans un ensemble cohérent et compétitif.

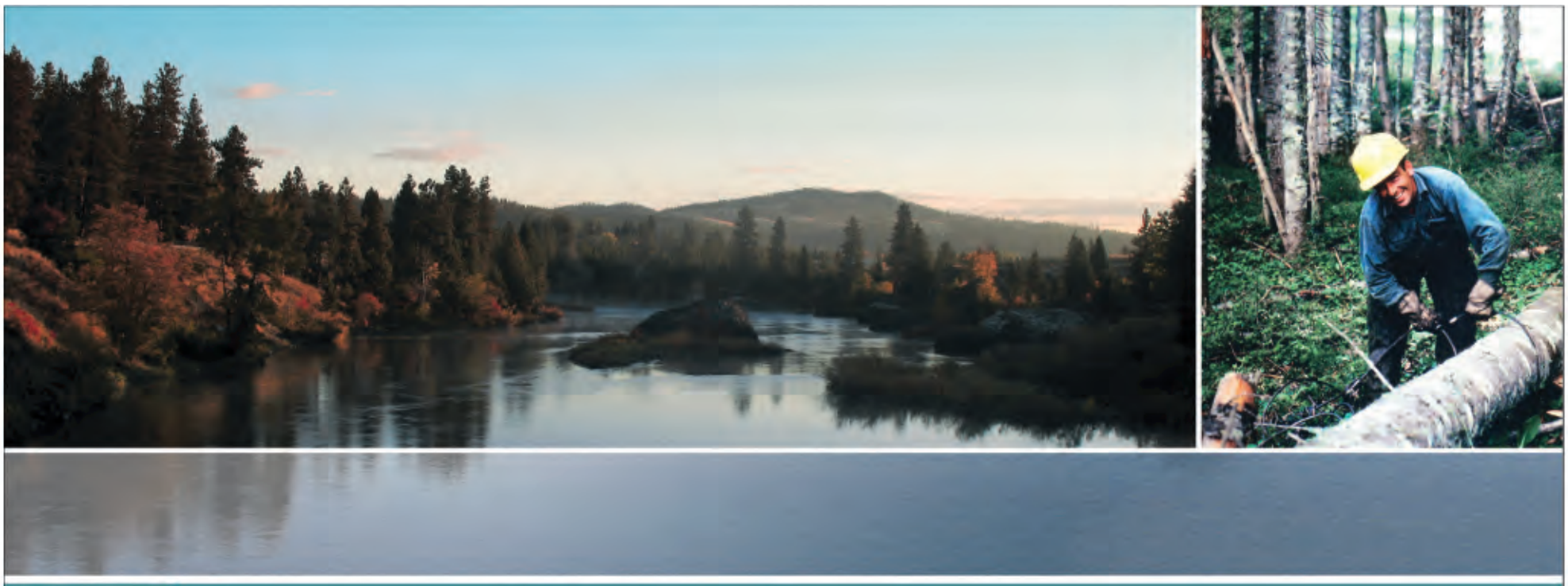
Précisons que ce virage nécessite une solide réflexion sociologique pour bien définir des modes de gouvernance adéquats. Tout le monde peut être consulté, mais il est impossible de tenir compte de l'avis de tous les utilisateurs individuellement. Il faudra donc s'assurer de la légitimité des processus et des modes de représentation.

Le virage valorisation des travailleurs

Beaucoup de travailleurs forestiers adorent leur métier. On ne leur a pourtant pas beaucoup facilité la vie. Ils assument beaucoup de risques et ils travaillent dans des conditions beaucoup plus exigeantes que la majorité des Québécois. Les virages valeurs et GIR nécessitent pourtant des travailleurs très compétents et amoureux de leur travail.

Le secteur forestier doit optimiser ses chaînes de valeurs. Les travailleurs forestiers sont beaucoup plus que des dépenses qu'il faut compresser. Ils se situent en amont de la chaîne d'approvisionnement et ils conditionnent toutes les possibilités qui suivent jusqu'au client final. Leur rôle est même encore plus central dans le sens où ce sont leurs actions qui déterminent comment la forêt va se perpétuer et les produits qui la composeront.

Dans un contexte démographique défavorable amplifié par une compétition intersectorielle agressive, il importe de comprendre que la valorisation des travailleurs est le défi le plus important que nous devons relever ensemble. Commençons par reconnaître leur immense contribution à tout ce que nous avons réalisé jusqu'à maintenant. Je vous souhaite de profiter de l'Année internationale des forêts. Merci à vous!



25 ANS DE **SAVOIR-FAIRE** COLLECTIF
ET ENCORE TANT À **OFFRIR**

« Comme pour l'avenir de la planète et de ceux qui l'habitent, la forêt est vitale pour les coopérateurs forestiers. »

En cette **ANNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS** et à l'occasion du **MOIS DE L'ARBRE**, ayons une pensée non seulement pour cette magnifique ressource naturelle, mais aussi pour ceux et celles qui assurent sa mise en valeur d'une manière durable.

25 ANS
Fédération québécoise des coopératives forestières
www.fqcf.coop

Rénald BERNIER
Président de RESAM
RESAM
Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec

Un nouveau type de propriétaires de forêt privée et de nouveaux marchés

Lorsqu'on regarde dans le rétroviseur, on constate qu'en forêt privée, un changement s'est opéré dans le profil des propriétaires de lots. Il y a une vingtaine d'années, 85% d'entre eux étaient des agriculteurs. En 2011, ils ne comptent que pour 13%. Une forte proportion des membres du Regroupement des sociétés d'aménagement du Québec (RESAM) est donc maintenant constituée de propriétaires qui ont différents objectifs. Leur forêt ne sert pas nécessairement à la production de bois, mais pour leurs loisirs, la villégiature, ou simplement comme un investissement à court ou à long terme.

Par conséquent, certains sont moins actifs sur leur propriété forestière. Un des défis auquel font face les groupements forestiers est de les conscientiser aux bienfaits et à la nécessité d'effectuer des travaux sylvicoles. Chez RESAM, nous avons ainsi adapté notre offre de services pour faire en sorte que les propriétaires aux attentes variées s'y retrouvent et optent pour travailler avec nos groupements afin d'entreprendre des travaux d'aménagements sur leur propriété. L'aménagement forestier n'exclut pas les autres utilisations de la forêt. Il en est un complément important. Le message à passer: que les propriétaires comprennent les avantages à produire du bois et que cette activité économique n'est pas un frein aux autres activités qu'ils ont choisi de pratiquer sur leur propriété.

Le développement durable a pris une place plus importante dans la gestion des lots boisés. Les membres de RESAM sont de plus en plus conscients que la forêt est un patrimoine collectif dont il faut prendre soin. Les arbres constituent le poumon de la Terre. Cette sensibilisation à l'environnement se traduit par de nouvelles pratiques dans leur approche de gestion. Par exemple, une dizaine de nos groupements forestiers sont allés chercher la certification FSC. RESAM les soutient dans cette démarche et amorce également des réflexions. Ainsi, lors d'un congrès de notre organisation, des conférenciers étaient venus parler de la bourse de carbone. Plus de la moitié des groupements forestiers avaient affirmé être intéressés par ce sujet et vouloir l'explorer davantage. La biomasse forestière, plus particulièrement l'approvisionnement en forêt privée pour des institutions publiques, est également un exemple de bonne gestion de la forêt et une nouvelle avenue économique attrayante pour nos membres.

Les travailleurs des groupements forestiers

Les groupements forestiers doivent composer avec une main-d'œuvre vieillissante. Heureusement, le taux de rétention des employés dans nos groupements est très stable. En fait, il est supérieur aux taux des autres secteurs forestiers. Nos statistiques démontrent que le taux de roulement est de 10% alors que celui du reste de l'industrie s'élève à 30%. Malgré cette statistique intéressante, la gestion des ressources humaines représente un défi pour nos organisations membres. Les plus jeunes travailleurs proviennent d'une nouvelle génération. Pour cette cohorte d'employés, certaines valeurs liées à leur travail sont fondamentalement différentes. Les groupements doivent inévitablement s'ajuster et modifier leur façon de recruter et de les intégrer au travail.

Évolution de la mise en marché du bois de la forêt privée

Inutile d'insister sur le fait que le secteur forestier dans son ensemble vit présentement une reconfiguration majeure. La forêt privée évolue dans ce marché économique qui s'est renouvelé, particulièrement en 2011, et qui continue de changer. Comme tous les acteurs du milieu, RESAM, les groupements et ses professionnels forestiers doivent emboîter le pas à cette mouvance tout en bonifiant leurs acquis.

Par exemple, la demande en papier journal chute alors que plusieurs des marchés traditionnels du bois provenant de la forêt privée stagnent. Les intervenants en forêt privée doivent démontrer comment utiliser leur potentiel pour livrer des produits plus ciblés, et ce, dans ce contexte où les marchés plus traditionnels traversent une période difficile.

Oeuvrant à une échelle différente des plus grosses industries, les groupements forestiers sont en excellente position pour répondre à la demande des acheteurs de bois qui ont de nouveaux besoins pour de nouveaux produits. Et ce, particulièrement pour les plus petits volumes. Cette caractéristique est l'une des forces de notre réseau. La mettre en valeur nous permettra de continuer à prospérer dans la foresterie de demain.

Keith LANCASTLE
Directeur général
CSPF-FPSC

Conseil sectoriel des produits forestiers
Renouveler la main-d'œuvre la plus verte du Canada

Le secteur canadien des produits forestiers a traversé de bons et de mauvais moments en s'appuyant sur une solide main-d'œuvre.

Toutefois, certains se demandent si la composition actuelle de la main-d'œuvre permettra à l'industrie de conserver les opérations actuelles tout en lançant de nouveaux produits novateurs et en s'affirmant sur de nouveaux marchés.

Le CSPF-FPSC est le conseil sectoriel de l'industrie canadienne des produits forestiers. Il a été fondé en 2008, à un moment crucial de l'histoire du secteur des produits forestiers, une période de changements et de possibilités considérables pour l'industrie et pour la main-d'œuvre du secteur. Financé par le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme des conseils sectoriels, le CSPF représente un partenariat entre le patronat, les syndicats, les peuples autochtones et le monde de l'éducation.

Depuis sa création, le CSPF-FPSC s'est associé à ses partenaires de l'industrie pour définir et appuyer les principales priorités du secteur en matière de ressources humaines, pour établir les stratégies nécessaires pour que le secteur compte les travailleurs qualifiés requis pour répondre à la demande actuelle et future, qu'il soit en mesure de saisir les futures possibilités, de réagir efficacement aux questions de transition et de s'adapter à l'évolution des conditions sociales et économiques.

Selon les prévisions de la demande du marché du travail établies par le CSPF-FPSC, le secteur a déjà connu le creux du ralentissement économique. La situation ne devrait pas se détériorer davantage.

Selon les scénarios les plus optimistes, les entreprises canadiennes de produits forestiers devront embaucher jusqu'à 120 000 nouveaux travailleurs d'ici 2020 pour répondre à la demande. Le scénario le moins optimiste prévoit que la demande de main-d'œuvre se maintiendra en raison de défis macro-économiques persistants. Une telle situation obligerait tout de même l'industrie à recruter près de 40 000 nouveaux travailleurs pour faire face à la demande.

Les employeurs du secteur devront abandonner une approche de rationalisation pour passer en mode dynamique de recrutement et de conservation du personnel. Compte tenu des tendances en matière de départs à la retraite et d'attrition, on estime que 30 % des travailleurs actuels quitteront le secteur par 2020, soit 16 000 travailleurs au Québec et plus de 50 000 au Canada.

Pour le Québec, l'attrition et la demande de travailleurs pourraient créer une pénurie de 14 600 à 42 200 travailleurs d'ici la fin de la décennie.

La baisse des inscriptions aux programmes postsecondaires associées aux produits forestiers fait en sorte que le secteur devra se satisfaire de moins de professionnels et de personnes de métiers spécialisés. Comme la plus grande partie du secteur se situe dans les régions rurales, les employeurs ont accès à un réservoir de travailleurs plus restreint à cause d'une urbanisation accrue.

La concurrence des autres secteurs, notamment les mines, le pétrole et la haute technologie, éloignera les travailleurs éventuels du secteur forestier en proposant des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. La concurrence pour les professionnels et les personnes de métiers spécialisés sera féroce au cours de la prochaine décennie.

Les changements technologiques affectant les procédés de fabrication poseront de nouvelles exigences en matière de compétences techniques, d'éducation et de compétences essentielles comme la littératie et le calcul. Au lieu d'attirer les jeunes, les luttes environnementales du passé ont éloigné toute une génération. En dépit de certains développements récents, plusieurs d'entre eux perçoivent toujours le secteur des produits forestiers comme une industrie agonisante, en déclin et offrant peu de carrières intéressantes par rapport à d'autres secteurs.

Les Autochtones du Canada demeurent une source de travailleurs considérable parce qu'on peut associer leurs intérêts et leurs compétences au secteur et que leurs communautés continuent de grandir.

De plus, la mobilisation visant à attirer les femmes dans les opérations des produits forestiers atténuerait, en partie, les défis auxquels fait face le secteur dans le domaine du recrutement.

Au cours des prochaines années, il existera des débouchés considérables pour les personnes possédant les connaissances et les compétences nécessaires et souhaitant travailler dans le secteur canadien des produits forestiers. Le CSPF-FPSC a cerné plusieurs enjeux complexes et variés auxquels le secteur fait face et mettra au point des plans et des projets pour assurer le suivi des questions soulevées. Conseil sectoriel des produits forestiers; www.cspf-fpsc.ca

Hervé DESCHÊNES

Vice-président Produits du bois FPInnovations

FPInnovations

Nos forêts – Notre fierté

L'année internationale des forêts est certainement un moment privilégié pour faire le point sur cette immense ressource naturelle que constitue la forêt, ce qu'elle nous apporte présentement et le gigantesque potentiel que représente sa mise en valeur. Je m'explique.

Une grande partie de la population mondiale nous envie, nous les Canadiens et Canadiennes, de vivre dans un milieu forestier naturel aussi exceptionnel, mais aussi de bénéficier d'une panoplie de produits du bois. Nous nous sommes habitués à une richesse forestière diversifiée et à l'état de bien-être qu'elle nous procure, c'est pourquoi nous sommes prêts à investir les efforts nécessaires pour en assurer la pérennité, et puis... pourquoi ne pas saisir le bonheur quand il passe.

Nos forêts canadiennes contribuent de façon significative à l'établissement d'un bon milieu de vie, à la création d'emplois et à la croissance économique de nombreuses communautés, qui ont travaillé à développer cette ressource et sont fières de leurs accomplissements dans ce secteur. Il y a très peu d'endroits sur la planète où la forêt peut devenir une source de richesse aussi importante et répondre aux besoins exprimés par un nombre de personnes de plus en plus grand sur la terre.

En ce début du 21e siècle, nos connaissances de la forêt et de son incidence sur notre vie et notre environnement sont beaucoup plus vastes qu'elles ne l'étaient il y a cent ans. Nous reconnaissons maintenant que nos forêts ont une influence positive considérable sur le climat et l'environnement, qu'elles sont un endroit favorisé par la population pour la récréation et les loisirs et qu'elles jouent un rôle important dans la conservation et la qualité de l'eau fraîche. Il est donc essentiel de continuer à mettre au point des pratiques et des technologies qui permettent une utilisation responsable et durable de nos forêts, afin d'assurer un avenir sain et profitable à toute la population.

Le premier défi à relever est de rejoindre les consommateurs, peu importe où ils se trouvent sur la planète, et leur fournir non seulement des produits forestiers de base, mais aussi des produits issus du savoir, de l'innovation, de l'expertise des Canadiens et des Canadiennes et, pourquoi pas, partager un peu de notre fierté. C'est cela qu'on appelle de la valeur ajoutée. Ce qui donne la valeur à un produit se mesure par le plaisir du consommateur à l'utiliser et, ce faisant, par le sentiment de fierté de «l'artisan» à le fabriquer. Voilà un autre des défis auxquels nous faisons face : créer un sentiment de fierté, non seulement pour ceux et celles qui sont directement engagés dans le secteur forestier, mais aussi au sein de la population générale. Imaginez que l'on puisse offrir le cadeau de notre expertise développée chez-nous à des millions de personnes sur la terre, tout en mettant en valeur une ressource entièrement renouvelable nous en serions très fiers.

Les entreprises forestières membres de FPInnovations de même que les gouvernements sont aussi parfaitement engagées dans le processus de création de valeur. Le défi est maintenant d'en faire un projet collectif. Mon principal souhait dans le cadre de cette Année internationale des forêts est de voir se réaliser ce grand projet de mise en valeur de la forêt de par le monde.

Pour en arriver là, des engagements multipartites vers des objectifs communs sont nécessaires. Depuis plusieurs années, le personnel de FPInnovations et ses partenaires universitaires s'emploient à trouver des solutions aux enjeux de l'heure et sont fiers de contribuer au développement et à l'innovation dans le secteur forestier. Jour après jour, ils tentent de faire valoir les éléments et les caractéristiques souhaitées par les consommateurs aux produits actuels, et de développer des produits novateurs qui répondent à des besoins nouvellement exprimés. Les entreprises forestières membres de FPInnovations de même que les gouvernements sont aussi parfaitement engagées dans le processus de création de valeur. Le défi est maintenant d'en faire un projet collectif. Mon principal souhait dans le cadre de cette Année internationale des forêts est de voir se réaliser ce grand projet de mise en valeur de la forêt de par le monde. Voilà qui ajouterait à mon sentiment de fierté.

Des solutions innovatrices pour la construction et pour la vie.

La recherche de FPInnovations valorise les caractéristiques physiques, structurales et environnementales du bois dans la construction non résidentielle et fournit à l'industrie des solutions innovatrices durables pour le XXIe siècle.

FPInnovations

www.fpinnovations.ca